



PUBLIE LE 4 DEC. 2025

**SERVICE
JURIDIQUE ET
ASSEMBLEES**

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 2 OCTOBRE 2025

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de la Ville de Rouen, régulièrement convoqué par son Maire, s'est réuni en l'Hôtel de Ville, le jeudi 2 octobre 2025.

La séance est ouverte à 14 h 03 par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire, Président.

Sur sa proposition, Mme Marie BERRUBÉ est désignée comme secrétaire de séance.

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY, M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par Mme Christine de CINTRE après son départ de la séance à 16 h 56), M. Manuel LABBE, Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Abdelkrim MARCHANI après son départ de la séance à 17 h 16), Mme Elizabeth LABAYE, M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZUILLI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEX (représentée par M. Jean DE BEIR jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 25), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI après son départ de la séance à 14 h 52), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par Mme Régine GOMIS jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 51), Mme Claire GUEVILLE, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET, Mme Christine de CINTRE, M. Abdelkrim MARCHANI, M. Thibaut DROUET (représenté par Mme Sarah VAUZELLE après son départ de la séance à 15 h 56), Mme Zohra AMIMI, Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (jusqu'à son départ de la séance à 15 h 51), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI (à partir de 14 h 20), M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (à partir de 15 h 33), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI, M. Pierre-Antoine PRIMONT, Mme Marine CARON, Mme Marie BERRUBÉ, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : Mme Laura SLIMANI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVVOY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par Mme Fatima EL KHILI), M. Cyrille MOREAU (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET), Mme Marie DESBORDES (représentée par M. Matthieu de MONTCHALIN), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), M. Nicolas LEVARAY (représenté par M. Samuel de GENTIL-BAICHIS).

ABSENTS : Mme Marie ATINAULT, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.

Pour l'autorité compétente par délégation



Procès-verbal analytique de la séance du jeudi 26 juin 2025

M. le Maire soumet au Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la séance du jeudi 26 juin 2025.

Le procès-verbal est adopté

(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe les Républicains)

(2 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)

Motions

M. le Maire indique que quatre motions ont été déposées avant l'ouverture de la séance.

1^{ère} motion, présentée par le groupe Les Républicains, sous le titre « Sécurité ? Vous avez dit sécurité ? »

La motion présentée par M. DEVAUX rappelle que le quartier Descroizilles à Rouen subit depuis des mois une vague de vandalisme et de vols nocturnes, principalement des bris de vitres de voitures, concentrés dans des rues comme Descroizilles, d'Ornay ou Claude Monnet. Les victimes de vitres brisées, dispensées de dépôt de plainte par leurs assureurs, ne signalent pas ces actes, ce qui masque l'ampleur réelle de cette délinquance et prive les autorités d'une vision exacte de la situation.

Les habitants dénoncent depuis des années l'insécurité accrue liée à l'extinction nocturne de l'éclairage public, un problème selon eux ignoré par la mairie, par méconnaissance ou par refus d'adapter sa politique. Malgré des solutions techniques existantes (comme des détecteurs de mouvement pour moduler l'éclairage), leurs multiples courriers sont restés sans réponse, les poussant à chercher d'autres relais pour alerter.

Ce cas illustre un double enjeu : la sous-estimation des actes de malveillance due à l'absence de plaintes, et le besoin urgent de concilier économies d'énergie et sécurité, en impliquant davantage les élus dans des solutions concrètes et adaptées aux réalités locales.

En conclusion la motion invite le Conseil Municipal :

- à étendre le réseau de caméras de vidéo protection au quartier Descroizilles,
- à faire réaliser des rondes nocturnes dans ce quartier par la police municipale,
- à remettre en route l'éclairage public nocturne dans ces rues afin d'y rétablir une protection des personnes et des biens, notamment en permettant ainsi l'usage des caméras de vidéo protection durant la nuit.

Après prise de parole de M. MARTOT, M. LABBE, M. CHEKHEMANI, Mme CARON, M. SPRIMONT demande la prise en compte de l'amendement suivant : « La Ville de Rouen s'engage pleinement dans les axes de la doctrine nommée ville de sécurité renforcée, proposée par Bruno RETAILLEAU ».



M. le Maire redonne la parole à M. DEVAUX qui accepte l'amendement. Il est ensuite procédé au vote sur la motion ainsi amendée

La motion amendée, votée à 14 h 35, est rejetée.

(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste)

(7 voix pour : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,
groupe les Républicains)

2^{ème} motion, présentée par le groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants, sous le titre « Nos écoles ? Une priorité absolue. Un choix politique clair. »

La motion présentée par Mme CARON rappelle que la rentrée scolaire à Rouen, bien que marquée par des annonces comme la création de nouvelles écoles, révèle des défis persistants : dégradation des infrastructures (locaux vétustes, chauffage défaillant, accessibilité limitée), conditions précaires pour les agents (ATSEM, animateurs périscolaires) et inégalités de financement envers les écoles privées sous contrat, avec des subventions inférieures à la moyenne nationale et des retards de paiement.

Ces carences, aggravées par un sous-investissement chronique, compromettent l'accueil et l'apprentissage des enfants, malgré l'obligation légale de la commune d'assurer des conditions dignes pour tous.

Face à cette situation, la motion plaide pour une politique éducative ambitieuse et équitable, dépassant les mesures ponctuelles, afin de faire des écoles des espaces sûrs, inclusifs et porteurs d'avenir, dans une démarche à la fois éthique, sociale et stratégique.

En conclusion la motion demande que le Conseil Municipal s'engage à :

- lancer un audit global de l'état des bâtiments scolaires (chauffage, isolation, accessibilité, mobilier) et publier un plan de rénovation pluriannuel assorti d'un calendrier clair et contraignant,
- renforcer le rôle des ATSEM et garantir leur présence effective dans chaque classe maternelle,
- revaloriser et professionnaliser l'accueil périscolaire, en développant un vrai programme éducatif (aide aux devoirs, ateliers thématiques, activités culturelles et sportives),
- mettre aux normes sans délai l'ensemble des crèches municipales afin de garantir des conditions d'accueil dignes pour les tout-petits et leurs familles,
- ouvrir un vrai dialogue avec la communauté éducative dans son ensemble – publique et privée ; enseignants, parents, agents – pour coconstruire les priorités éducatives de la Ville.

Après prise de parole de M. BEREGOVVOY, Mme LABAYE, Mme GUEVILLE, M. DEVAUX, M. SPRIMONT demande la prise en compte de l'amendement suivant : « Nous demandons au Conseil Municipal d'analyser chaque année les données chiffrées sur la comptabilité analytique des écoles publiques de la commune pour voter la juste contribution des petits Rouennais fréquentant les écoles privées ».

M. le Maire redonne la parole à Mme CARON qui n'accepte pas la demande d'amendement.

M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée à 14 h 51 est rejetée.

(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste)

(5 voix pour : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,
groupe les Républicains)

(2 élus ne participent pas au vote : groupe Au cœur de Rouen)



3^{ème} motion, présentée par le groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen, sous le titre « La qualité de l'air : un enjeu de santé publique ! »

La motion présentée par M. DE BEIR rappelle que la Ville de Rouen et la Métropole Rouen Normandie ont mené une politique ambitieuse pour améliorer la qualité de l'air, combinant mobilités douces, transports gratuits pour certains publics, et renaturation urbaine.

Ces efforts ont permis une progression significative : Rouen, autrefois parmi les villes les plus polluées de France (notamment en dioxyde d'azote), figure désormais à la 14^{ème} place nationale, grâce à un partenariat clé avec Atmo Normandie, dont les données et analyses guident les actions publiques.

Cependant, cette dynamique est menacée par des décisions contradictoires : le Département de la Seine-Maritime supprime progressivement sa subvention à Atmo Normandie (réduction de 50 % en 2025, puis arrêt total en 2026), tandis que l'État se désengage financièrement et maintient des politiques industrielles et agricoles incompatibles avec les objectifs de santé publique. Ces reculs, en pleine urgence climatique, sapent les avancées locales et fragilisent un combat essentiel pour la qualité de l'air et la santé des habitants.

En conclusion la motion demande que le Conseil Municipal de Rouen :

- réaffirme avec force son engagement pour un air plus sain et pour un territoire soutenable,
- demande au Département de la Seine-Maritime de revenir sur sa décision et de soutenir pleinement Atmo Normandie,
- appelle l'État à enfin prendre toute sa part dans la lutte contre la pollution de l'air en agissant sur le plan réglementaire et en renforçant son soutien financier aux politiques permettant d'agir pour améliorer la qualité de l'air des territoires (dotations de mobilité...).

Après prise de parole de M. RASSE-LAMBRECQ, Mme RENON, M. DEVAUX et M. LABBE, M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée est adoptée à 15 h 05 :

(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(7 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe les Républicains, groupe Au cœur de Rouen)

4^{ème} motion, présentée par le groupe Fier.e.s de Rouen, sous le titre « La jeunesse victime des coupes budgétaires »

La motion présentée par M. DROUET rappelle que les coupes budgétaires de l'État et du Département de la Seine-Maritime (réduction du *Pass Jeunes 76* et restriction du *Pass'Sport* aux 14-17 ans) aggravent l'accès des jeunes aux activités sportives et culturelles, alourdissant le reste à charge des familles et risquant d'exclure les plus modestes.

Ces mesures, combinées à d'autres reculs (service civique, missions locales, Pass Culture), menacent la santé des jeunes (66 % des 11-17 ans insuffisamment actifs, selon l'ANSES) et fragilisent les clubs, déjà en difficulté.

Face à ce désengagement, Rouen maintient ses efforts : 12 M€ investis depuis 2020, 1,6 M€ de subventions annuelles aux clubs, et un dispositif (*Rouen Loisirs Jeunes*) ayant accompagné 630 jeunes en 2024-2025. Pourtant, l'action locale ne suffit pas à compenser les retraits des autres niveaux institutionnels.



La motion déplore ces choix politiques qui remettent en cause un droit fondamental : l'accès aux loisirs, levier d'émancipation et de cohésion sociale, et qui pénalisent la jeunesse, déjà touchée par les crises (Covid, inflation) en hypothéquant son avenir et celui de la société.

En conclusion la motion souhaite que le Conseil Municipal demande :

- à l'ensemble des partenaires institutionnels de refuser de considérer la jeunesse comme une variable d'ajustement budgétaire mais au contraire de la respecter,
- au Département de revenir sur sa décision de division par deux du « Pass Jeunes 76 »,
- à l'État de maintenir le « Pass'Sport » pour l'ensemble des enfants de 6 à 17 ans.

Après prise de parole de M. DEVAUX, Mme EL KHILI, M. LABBE et Mme ZERGUI, M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée est adoptée à 15 h 16 :
(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste)
(7 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,
groupe les Républicains, groupe Au cœur de Rouen)

LA VILLE ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1^{er}/ Engagement de la Ville dans la COP Rouen 2030 selon l'Accord de Rouen pour le Climat #2

Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY

Considérant que :

- la COP21 Rouen Normandie a conduit la commune à s'engager dans l'Accord de Rouen pour le Climat le 29 novembre 2018, en adoptant des actions à réaliser en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction des consommations d'énergie et des ressources et la préservation de la biodiversité,
- dans le cadre de sa politique Climat -Air – Energie, la commune s'est engagée dans le programme « Territoire Engagé Transition Ecologique »,
- le Plan Climat Air Energie Territorial a été mis en révision aux fins d'intégrer de nouvelles actions à mettre en place d'ici à 2032,
- l'intérêt de la commune de se mobiliser dans le cadre de la COP Rouen 2030 en vue d'adopter de nouveaux engagements dans le cadre de l'Accord de Rouen pour le Climat #2,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte les engagements de la Ville listés ci-dessus en faveur de la COP Rouen 2030 selon l'Accord de Rouen pour le Climat #2 et autorise M. le Maire à signer les documents inhérents aux engagements.



La délibération votée à 15 h 53 est adoptée
(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste, une élue du groupe Les Républicains)
(3 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)
(4 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,
un élu du groupe Les Républicains)

UNE VILLE SOLIDAIRE

3°/ Programmation complémentaire 2025 du contrat de ville - Quartiers prioritaires des Hauts de Rouen et Grammont - Saint-Sever - Orléans **Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE**

Considérant :

- le nouveau Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030 et l'extension de la géographie prioritaire aux secteurs « Saint-Sever / Orléans ».
- la labellisation Cité Educative obtenue pour les quartiers des Hauts de Rouen et Grammont-Saint Sever-Orléans.
- l'existence d'une convention triennale formalisant les engagements de la Ville et de l'Etat dans le cadre de la Cité Educative,
- la nécessité d'encadrer par une convention d'objectifs les subventions qui sont accordées au titre du Contrat de Ville et de la Cité Educative.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- valide les programmes d'actions complémentaires (en annexes) proposés pour l'année civile 2025 au titre du Contrat de Ville et de la Cité Educative de Rouen et autorise le versement de ces subventions aux porteurs de projets,
- 2.- adopte la convention-type qui sera établie entre la Ville et chacun des porteurs de projet financés par les crédits mis à disposition par la Ville dans le cadre du Contrat de Ville et de la Cité Educative,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer les conventions de partenariat relatives aux projets retenus dans le cadre de la programmation 2024 du Contrat de Ville et de la Cité Educative,
- 4.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à percevoir des recettes émanant de l'Etat (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires), de la Métropole Rouen Normandie au titre du Contrat de Ville et de la Cité Educative pour les actions menées par la Ville, et à signer les conventions correspondantes (en annexe),



5.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 65738 (autres organismes publics) du budget, et la recette en résultant sera imputée au chapitre 74 (dotations et participations), articles 74718 (autres) et 74751 (groupement de collectivités) du budget.

La délibération votée à 16 h 03 est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

4°/ Convention concernant le fonds de la Cité éducative de Rouen

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant :

- les axes retenus par le Contrat de Ville 2024-2030 « Engagements Quartiers 2030 »,
- la labellisation Cité éducative obtenue pour les quartiers des Hauts de Rouen et de Grammont St Sever Orléans,
- l'existence d'une convention triennale formalisant les engagements de la Ville et de l'Etat dans le cadre de la Cité éducative,
- la circulaire du 13 février 2019 relative au déploiement territorial des cités éducatives prévoyant la création d'un fonds de la cité éducative
- la nécessité pour le collège chef de file de la Cité Educative (collège Georges Braque) de disposer d'un fonds de la Cité, permettant de financer des actions au bénéfice des élèves des établissements scolaires membres de la Cité Educative, abondé par des crédits issus des programmes 230 et 147 du budget de l'Etat ; objet de la présente convention

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention concernant le fonds de la cité éducative des hauts de Rouen, Grammont, Saint-Sever et Orléans,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ladite convention.

La délibération votée à 16 h 08 est adoptée

(47 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, groupe Au cœur de Rouen, une élue du groupe Les Républicains)

(4 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

un élu du groupe Les Républicains)



LA VILLE SOUTIENT SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

11°/ Nouvelles attributions de subventions

Rapporteur : M. Manuel LABBE

Considérant que :

- la Ville de Rouen apporte un soutien financier en direction des associations dans des secteurs aussi divers que l'action sociale, la santé, la jeunesse, l'environnement, les personnes âgées, les familles, la lutte contre les discriminations, le patrimoine, la culture et le sport.
- la Ville de Rouen apporte un soutien financier pour des projets spécifiques, un objet déterminé ou le financement global des activités associatives concourant à la satisfaction d'un intérêt public local.
- les associations bénéficiaires d'une subvention de la Ville de Rouen s'engagent à signer le contrat d'engagement républicain.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- accorde les subventions à 46 associations (dont 32 nouvelles), telles qu'individualisées dans le rapport ci-dessus.

Etant précisé que, pour toute subvention supérieure à 15.000 € et inférieure à 23.000 € et en l'absence de toute convention ou avenant prévoyant d'autres modalités, les montants alloués seront versés à hauteur de 70 % après le vote en conseil municipal et 30 % à réception des documents comptables.

Un compte-rendu financier sera transmis systématiquement par les associations bénéficiant de subventions utilisées pour une action déterminée, dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Précise que les décisions d'attribution d'une subvention feront l'objet d'une notification à chaque association bénéficiaire.

2.- autorise M. le Maire ou l'élú délégué à signer :

Les conventions de fonctionnement avec les associations culturelles, dans le cadre du dispositif de soutien au secteur culturel.

Les conventions de fonctionnement et/ou de projet avec les associations sportives suivantes :

- Association Sportive de la Poste et de France Telecom de Rouen A.S.P.T.T. Rouen Omnisport,
- Arc Rouen Club,
- Association Cheerleading Rouen,
- Rouen Echecs,
- Skatepark Of Rouen,
- Yacht Club Rouen 76.



Les conventions pluriannuelles de fonctionnement 2025/2027 avec les associations suivantes :

- APF France Handicap,
- Association de parents d'enfants déficients auditifs APEDAHN,
- Mouvement du Nid,
- Emergence-s.

Les avenants à la convention de partenariat avec :

- Club de Football Américain « Les Léopards »
- Club Skate Park Of Rouen

3.- précise que la dépense en résultant, d'un montant total de 252.697,04 € au titre de l'exercice 2025 sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6574 (subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé).

La délibération votée à 16 h 16 est adoptée
(48 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,
groupe Les Républicains)
(3 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)

12°/ Contribution financière de la Ville de Rouen au Fonds d'Aide aux Jeunes pour l'année 2025

Rapporteur : M. Thibaut DROUET

Considérant :

- L'intérêt du Fonds d'Aide aux Jeunes pour répondre aux besoins de première nécessité des jeunes de 18 à 25 ans et favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- accorde à la Métropole Rouen Normandie, une contribution au Fonds d'Aide aux Jeunes à hauteur de 27.106 € pour l'année 2025.

2.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 657351 (subventions de fonctionnement aux organismes publics – GFP de rattachement).

M. le Maire indique que Mme ZERGUI ne participe pas au vote.

La délibération votée à 16 h 18 est adoptée à l'unanimité des votants



UNE VILLE A HAUTEUR D'ENFANTS

15°/ Avenant à la convention de mise en œuvre du dispositif "Petits déjeuners " dans les écoles maternelles en R.E.P. et R.E.P.+

Rapporteur : Mme Elizabeth LABAYE

Considérant que :

- la mise en place du dispositif « petits déjeuners » contribue à la promotion de la santé à l'école dans une démarche globale et positive favorisant le bien-être des élèves, leur développement et leur capacité d'apprentissage,
- l'objectif est de renforcer également l'éducation à l'alimentation dans un cadre favorisant un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves, et pour certains de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales,
- la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté adoptée par le gouvernement en 2018, prévoit d'encourager dans les écoles primaires situées dans les territoires en fortes difficultés sociales la distribution de petits déjeuners,
- ce dispositif s'inscrit sur un territoire labellisé « Cité éducative »,
- le projet se poursuit sur sept écoles maternelles en REP+,
- la participation financière de l'Etat s'élève à 1,30 € par petits déjeuners,
- un avenant à la convention de formalisation du dispositif doit être signé entre la commune et l'Education nationale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise la mise en place de ce dispositif sur les écoles maternelles en REP et en REP+,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer un avenant à la convention.

La délibération votée à 16 h 24 est adoptée

(48 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants, groupe Les Républicains)

(3 abstentions : groupe Au cœur de Rouen)



DES FINANCES MAITRISEES

27°/ Etat d'avancement de la gestion des autorisations de programme votées au budget de la Ville

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Rouen prévoit les modalités d'information de l'Assemblée délibérante au sujet de la gestion de l'engagement des crédits pluriannuels,

- une annexe, reprenant pour chacune des politiques municipales, programmes et enveloppes de financement, l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées au budget primitif 2025 est jointe à la présente délibération,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte des informations communiquées en annexe de la présente délibération sur l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées lors du Budget primitif pour l'exercice 2025.

Le Conseil Municipal prend acte des informations sur l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées lors du Budget primitif pour l'exercice 2025.

FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

30°/ Signature d'un avenant à la convention Ville de Rouen/Préfecture de la Seine Maritime pour la transmission dématérialisée des actes soumis au contrôle de légalité

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- la Ville de Rouen a conclu une convention avec le Représentant de l'Etat dans le Département pour procéder à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité,

- cette convention mentionnait notamment le nom et les coordonnées du dispositif homologué par le ministère de l'Intérieur pour la télétransmission des actes au Contrôle de légalité,

- en conséquence de la simplification du processus de dématérialisation, la Ville de Rouen devra recourir à un nouveau dispositif homologué de tiers de télétransmission,

- il convient, dès lors, de modifier par la voie d'un avenant la convention conclue avec le Représentant de l'Etat.



APRÈS EN AVOIR DELIBERE :

1.- approuve les termes de l'avenant à la convention relative à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité conclue avec le Préfet tel que joint en annexe de la délibération,

2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant.

La délibération votée à 16 h 38 est adoptée à l'unanimité.

32°/ Voie publique exploitation du stationnement payant sur voirie et de ses services connexes contrat concession en quasi-régie pour la période 2021 - 2026 - Avenant n° 6

Rapporteur : M. Kader CHEKHEMANI

Considérant que :

- depuis la signature du contrat de délégation de service public en matière de stationnement payant en 2017, les conditions de de l'économie générale du contrat de D.S.P. ont été modifiées avec une hausse de la rémunération variable de la S.P.L. Rouen Normandie Stationnement,

- cette hausse est occasionnée par l'augmentation de taux de respect des usagers, l'élargissement du périmètre du stationnement payant et enfin la hausse de la fréquentation du centre-ville,

- la modification des modalités de calcul de la rémunération variable de la S.P.L. n'entraîne pas un déséquilibre financier du contrat de D.S.P. tout en permettant cependant une baisse des dépenses pour la Ville,

- il est nécessaire que la Ville adopte cet avenant afin de modifier les conditions de calcul de la rémunération variable de la S.P.L.

- l'avis de la Commission de Délégation des Services Publics qui s'est réunie le 24 septembre 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve les termes de l'avenant n° 6 au contrat de concession de service public du stationnement payant sur voirie en vigueur au titre de la période 2018/2026,

2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant joint à la présente délibération.

La délibération votée à 16 h 55 est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains, groupe Au cœur de Rouen)

34°/ Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre de sa délégation

Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Considérant que conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. le Maire a rendu compte au Conseil Municipal des décisions qu'il a été amené à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, depuis la réunion du Conseil Municipal du 26 juin 2025.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte du compte rendu.

Le Conseil Municipal prend acte du compte rendu.

39°/ Modification du tableau des emplois du personnel municipal
Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que des ajustements de la qualification d'emplois à temps complet et non complet résultant de vacances de postes, de changements de filière ou de cadres d'emplois, des transferts de postes, de création, de suppression de postes ou de l'évolution des missions sont nécessaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- décide d'approuver les modifications du tableau des emplois, détaillées en annexe,
- 2.- précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au(x) cadre(s) d'emplois dont relèvent les postes, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné,
- 3.- autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article L.332-8-1° et L.332-8.2° dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans les fiches de postes correspondantes. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,
- 4.- précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,
- 5.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer tout document relatif à ce dossier,
- 6.- dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.

La délibération votée à 17 h 08 est adoptée
(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste, une élue du groupe Les Républicains)
(7 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,
un élu du groupe Les Républicains, groupe Au cœur de Rouen)

40°/ Bail commercial de la hallette n° 1 située place du Vieux-Marché à Rouen au profit de la société N&L

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la Ville de Rouen est propriétaire de dix hallettes situées place du Vieux-Marché, affectées à un usage commercial,
- la société ANIE a cédé son fonds de commerce à la société par action simplifiée N&L par un acte de cession notarié en date du 27 janvier 2025,



- la Société N&L exploite la Hallette n° 1 à usage de commerce d'alimentation générale et notamment de commerce de détail de fruits secs et olives,

- il convient de signer un bail commercial d'une durée de neuf années reconductibles tacitement pour la même durée, aux conditions définies ci-après,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise l'occupation de la Hallette n° 1 située place du Vieux Marché à Rouen, pour une durée de neuf ans, reconductible tacitement pour une même durée, au profit de la S.A.S. N&L, à usage de commerce d'alimentation et notamment de fruits secs et olives.

2.- décide que cette occupation sera consentie moyennant un loyer annuel de 4.782.60 € H.T. / H.C.. Le preneur prend à sa charge tous les fluides liés à l'occupation ainsi que les impôts et taxes y afférents (T.E.O.M.).

3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer le bail commercial entre la Ville et la Société par Action Simplifiée S.A.S. N&L.

4.- précise que la recette en résultant sera imputée aux chapitres 70 (produit des services, domaine et ventes diverses) et 75 (autres produits de gestion courante), articles 70878 (remboursements de frais par d'autres redevables) et 752 (revenus des immeubles) du budget.

La délibération votée à 17 h 21 est adoptée à l'unanimité

41°/ Désignation d'un représentant auprès de l'association des pollinariums sentinelles de France

Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Considérant que :

- la Ville de Rouen a adhéré à l'A.P.S.F. et a conclu un partenariat avec l'association concernant la mise en place d'un pollinarium dans le jardin de l'Hôtel de Ville,

- il convient de désigner un représentant pour siéger au sein des instances de l'A.P.S.F.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal désigne Mme Françoise LESCONNEC pour représenter la Ville de Rouen au sein des instances de l'A.P.S.F.

M. le Maire indique que Mme LESCONNEC ne participe pas au vote.

La délibération votée à 17 h 23 est adoptée à l'unanimité des votants.

43°/ Signature de la convention portant attribution d'une subvention du fonds interministériel de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives au titre de l'année 2026

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant que :

- il est nécessaire de poursuivre la mise en œuvre d'actions afin de lutter contre l'entrée des jeunes au sein des trafics de stupéfiants,

- la Ville de Rouen a l'obligation de signer une convention avec la Préfecture de Seine-Maritime afin d'obtenir la subvention dans le cadre de l'appel à projet national de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives,



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les termes de la convention à passer avec la Préfecture de la Seine-Maritime,
- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention jointe à la présente délibération.

La délibération votée à 17 h 25 est adoptée à l'unanimité.

LA VILLE ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

2°/ Conventions de partenariat entre la Ville de Rouen, la Ville de Paris et entre la Ville de Rouen et le Sénat concernant la Collection de Paphiopedilum au Jardin des Plantes **Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY**

Considérant que :

- les orchidées du genre Paphiopedilum du Jardin des plantes de la Ville de Rouen constituent une collection particulièrement riche sur les plans botaniques, scientifiques et historiques,
- dans le cadre de la labellisation comme « Collection nationale » par le Conservatoire des Collections Végétales Spécialisées, la Ville de Rouen s'est engagée à l'enrichir et la valoriser,
- les conventions de partenariat avec le Jardin du Luxembourg du Sénat et des structures de production et d'animation de la Ville de Paris permettront de donner à la collection du Jardin des plantes de Rouen une dimension remarquable en tant que référence pour le genre « Paphiopedilum ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes des conventions de partenariat entre le Sénat et la Ville de Rouen, et entre la Ville de Paris et la Ville de Rouen.
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue délégué à signer les conventions de partenariat telles qu'annexées à la présente délibération pour une durée de trois ans, renouvelables une fois par tacite reconduction pour une durée similaire.

La délibération votée à 17 h 29 est adoptée à l'unanimité.



UNE VILLE SOLIDAIRE

5°/ Convention de contribution financière au fonds de solidarité pour le logement 2025 et 2026

Rapporteur : Mme Amèle MANSOURI

Considérant qu'il convient de à signer la convention avec le Département de la Seine-Maritime et ordonner le paiement des dépenses correspondant à cette intervention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée, à signer la convention avec le Département de la Seine-Maritime,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée, à ordonner le paiement des dépenses correspondant à cette intervention,
- 3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » et l'imputation 65 133 « secours d'urgence » du budget, opération P062O018 « autres interventions sociales ».

La délibération votée à 17 h 29 est adoptée à l'unanimité.

LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS

6°/ Demande de transfert de propriété à titre gratuit d'une œuvre de Théodore Géricault au profit de la Métropole Rouen Normandie

Rapporteur : Mme Christine DE CINTRE

Considérant que :

- l'Etat a transféré à la Ville de Rouen la propriété de l'œuvre *Satyre et nymphe* de Théodore GERICAULT par arrêté du 13 janvier 2025,
- l'achat de l'œuvre en 1964 était motivé dès l'origine par son affectation aux collections publiques du musée des Beaux-Arts de Rouen, aujourd'hui gérées par la Métropole Rouen Normandie,
- l'œuvre doit rejoindre un musée de France, or l'appellation « Musée de France » s'appliquant aux collections du musée des Beaux-Arts est détenue par la Réunion des musées métropolitains et non par la Ville de Rouen, depuis le transfert des musées rouennais à la Métropole Rouen Normandie, ayant pris effet au 1^{er} janvier 2016,
- la Ville de Rouen n'étant pas gestionnaire des collections du musée des Beaux-Arts, elle ne peut pas faire inscrire de nouvelle œuvre appartenant à son domaine public communal sur les inventaires du musée (clos au 31 décembre 2015), et ne peut donc pas affecter d'œuvre au musée.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Métropole Rouen Normandie de l'œuvre *Satyre et nymphe* de Théodore GERICAULT en vue de son affectation au musée des Beaux-Arts de Rouen.

La délibération votée à 17 h 29 est adoptée à l'unanimité.

7°/ Avis sur le classement au titre des monuments historiques d'une table de communion de l'église Saint-Nicaise

Rapporteur : Mme Christine DE CINTRE

Considérant que :

- le porteur du projet de réhabilitation est favorable au classement de l'objet,
- les conditions de conservation de l'ensemble des objets mobiliers y compris la table de communion sont acceptées par la D.R.A.C. de Normandie,
- les objets mobiliers cités plus haut font partie intégrante de l'histoire de l'édifice, et que la table de communion ne saurait être exclue de cet ensemble.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable au classement au titre des monuments historiques de la table de communion, à son intégration dans l'ensemble historique mobilier de l'ancienne église Saint-Nicaise, ainsi qu'à son inscription dans la demande de servitude de maintien dans les lieux.

La délibération votée à 17 h 29 est adoptée à l'unanimité.

8°/ Convention de prêt d'exposition à titre gracieux - Grammont

Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE

Considérant :

- la volonté de faire reconnaître la bibliothèque Simone-de-Beauvoir et le centre socioculturel Simone-Veil comme des espaces d'exercice des droits culturels en valorisant l'expression des habitants et du patrimoine du quartier et de faire en sorte que les usagers se sentent accueillis dans leur individualité, et en particulier les habitants du quartier Grammont.
- qu'au titre de leur projet de prêt de l'exposition *Les dédires de la Sablière-Grammont : Comment dessiner le portrait d'un quartier*, il convient de signer une convention de prêt avec la Maison de l'architecture de Normandie – le Forum,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention de prêt de l'exposition "Les Dédires de la Sablière-Grammont",
- 2.- autorise M. le Maire à signer la convention de prêt, à titre gracieux, avec la Maison de l'architecture de Normandie – le Forum.

La délibération votée à 17 h 29 est adoptée à l'unanimité.



9° Avenant n° 6 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Normandie Impressionniste

Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE

M. le Maire indique que Mme MALLEVILLE, Mme de CINTRE, M. LABBE, Mme DUREUIL-BENSAHOU et lui-même ne participent pas au vote.

La délibération votée à 17 h 30 est adoptée à l'unanimité des votants.

10° Convention de mise à disposition à titre gracieux de la Halle aux Toiles dans le cadre du festival du livre de jeunesse organisé par l'association Lis-moi les mots

Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE

Considérant que :

- l'Association Lis-moi les mots, organise chaque année au mois de novembre à la Halle aux Toiles le Festival du Livre de jeunesse de Rouen, événement littéraire structurant sur le territoire normand,
- la Ville de Rouen souhaite soutenir la promotion des événements qui s'y produisent et notamment au sein des salles municipales de la Halle aux Toiles,
- dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville soutient l'Association Lis-moi les mots,
- cette mise à disposition à titre gratuit intervient sur le fondement de la dérogation accordée par l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques selon lequel l'autorisation d'occupation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général,
- les associations bénéficiaires d'une subvention de la Ville de Rouen s'engagent à signer le contrat d'engagement républicain,
- il y a donc lieu de signer une convention de mise à disposition à titre gracieux de la Halle aux Toiles entre les deux parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition à titre gracieux de la Halle aux Toiles, du jeudi 30 octobre au mercredi 12 novembre 2025 inclus, au profit de l'Association Lis-moi les mots.

La délibération votée à 17 h 30 est adoptée à l'unanimité.

LA VILLE SOUTIENT SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

13° Accueil de stagiaires B.A.F.A. (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) au sein des structures municipales sous convention de bénévolat

Rapporteur : M. Thibaut DROUET

Considérant :

- la nécessité d'accompagner les jeunes dans une démarche de formation aux métiers de l'animation ;



- l'intérêt de favoriser l'accès des jeunes à une formation qualifiante et une première expérience professionnelle ;

- l'opportunité de fidéliser de futurs animateurs pour répondre aux besoins de recrutement de la Ville sur ce domaine d'activités.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve la convention type de stage pratique B.A.F.A.

2.- autorise M. le Maire ou l'élue délégué à signer la convention type de stage pratique B.A.F.A.

La délibération votée à 17 h 30 est adoptée à l'unanimité.

UNE VILLE A HAUTEUR D'ENFANTS

14°/ Convention de mise à disposition de moyens au titre du programme de réussite éducative

Rapporteur : Mme Elizabeth LABAYE

Considérant que :

- la Ville soutient le Programme de Réussite Educative comme axe fort de sa politique éducative,

- la gestion opérationnelle de ce programme est confiée à la Direction de l'Enfance et de l'Education (Ville de Rouen),

- sa gestion administrative et financière est assurée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.),

- le C.C.A.S. remboursera à la Ville le coût des moyens humains mis à disposition au vu des justificatifs qui seront présentés,

- la Ville participera financièrement,

- il convient d'actualiser et de renouveler la convention de mise à disposition des moyens apportés par la Ville au C.C.A.S.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition de moyens au titre du P.R.E.,

2.- autorise M. le Maire à signer les conventions de mise à disposition d'agents,

3.- précise que les dépenses et recettes en résultant seront imputées respectivement au chapitre 011 (charges à caractère général) et 012 (charges de personnel et frais assimilés), selon la nature des dépenses réalisées.

La délibération votée à 17 h 30 est adoptée à l'unanimité.



UNE VILLE ANIMÉE

16°/ Prix de l'accueil - Convention de partenariat Rapporteur : M. Sileymane SOW

Considérant :

- la volonté de la Ville de Rouen d'organiser la remise du Prix de l'accueil dans un format permettant de valoriser les commerçants à la hauteur de leur engagement dans la vie de la commune,
- la nécessité de rechercher des partenaires pour mener à bien ce projet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de partenariat avec le Crédit Agricole Normandie-Seine.

La délibération votée à 17 h 30 est adoptée à l'unanimité.

UNE VILLE SPORTIVE

17°/ Convention relative à la mise à disposition du Centre Sportif Guy Boissière par la Ville de Rouen au profit des unités de la Région de Gendarmerie de Normandie Rapporteur : Mme Sarah VAUZELLE

Considérant que les structures concernées par cette mise à disposition sont à but non lucratif et concourent à la satisfaction d'un intérêt général et que, dans ces conditions, la Ville de Rouen choisit de mettre à disposition ses équipements à titre gratuit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention relative à la mise à disposition du Centre Sportif Guy Boissière par la ville de Rouen à titre gratuit au profit des unités de la Région de gendarmerie de Normandie en contrepartie d'actions de formation pour les agents de la Direction de la Vie Sportive du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

La délibération votée à 17 h 30 est adoptée à l'unanimité.



LA VILLE SE TRANSFORME

18°/ Acquisition de locaux d'activités situés 148, avenue de Caen

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

M. le Maire indique que la délibération est reportée à la prochaine séance du Conseil Municipal.

19°/ Signature d'un avenant n° 1 à la convention de développement avec l'association " Réenchantons Sainte-Croix " pour le projet de reconversion de l'église Sainte-Croix des Pelletiers

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- par suite de l'appel à projets lancé par la Ville de Rouen en 2024, le projet La NEF porté par l'association « Réenchantons Sainte-Croix » ! » a été retenu et que ce choix a été entériné par une délibération du 19 décembre 2024,
- une convention de développement encadrant le déroulé des études de diagnostics et de conception de reconversion de l'ancienne église Sainte-Croix des Pelletiers a été signée le 28 janvier 2025 entre la Ville et l'association « Réenchantons Sainte-Croix », afin de permettre à cette dernière de consolider son projet,
- le 14 mars 2025, le Préfet a exercé un recours gracieux à l'encontre de la délibération du 19 décembre 2024, au motif que celle-ci mentionnait le principe d'une cession à l'euro symbolique, sans que cette absence de prix réel soit suffisamment motivée,
- par courrier en réponse en date du 11 juin 2025, la Ville de Rouen s'est engagée à réexaminer la question du prix,
- la ville dispose désormais d'une estimation du Pôle d'évaluation domaniale validant le principe d'une cession à l'euro symbolique, compte tenu de l'état du site et du coût de sa réhabilitation,
- une cession à l'euro symbolique se justifie par ailleurs en regard du caractère d'intérêt général de l'opération et des bénéfices que la Ville attend du projet La NEF, dans la mesure où ce projet permet de transférer à un opérateur privé la charge de réhabiliter un édifice patrimonial et de l'animer,
- il convient également de d'autoriser l'association « Réenchantons Ste-Croix » à réaliser de petits travaux de purge, nettoyage out mise en sécurité de l'édifice ainsi que d'y organiser ponctuellement des manifestations culturelles,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de l'avenant n° 1 à la convention de développement du 28 janvier 2025 ci-annexé,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ledit avenant n° 1.



M. le Maire indique que M. Pierre-Yves ROLLAND ne participe pas au vote.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité des votants.

20°/ Approbation du bilan de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du secteur "Canadiens-Sapins" dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain des Hauts de Rouen

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- le projet de renouvellement urbain du secteur « Canadiens - Sapins » s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (N.P.R.U.) des Hauts de Rouen et doit faire l'objet d'une concertation préalable au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme,
- la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du secteur « Canadiens - Sapins » s'est déroulée entre février 2021 et septembre 2024 dans le respect des modalités annoncées dans la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2019 modifiée par la délibération du 7 octobre 2021,
- les conclusions des débats de cette concertation, dont le bilan est joint en annexe, permettent de valider les orientations d'aménagements proposées sur le site des Canadiens et conduisent à poursuivre les réflexions sur le devenir du site Jules Verne,
- au vu de ces éléments, il convient d'arrêter le bilan de la concertation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- arrête le bilan de la concertation préalable du projet de renouvellement urbain du secteur « Canadiens - Sapins »,
- 2.- prend acte d'une réflexion spécifique à poursuivre pour le devenir du site « Jules Verne », l'écartant potentiellement du cadre de la convention N.P.R.U. actuelle prévoyant d'en faire un site d'accueil de nouvelles constructions.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité.

21°/ Autorisation de signature de la convention avec l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain et la Caisse des dépôts et consignations concernant le financement d'installations photovoltaïques sur les Hauts de Rouen dans le cadre de la démarche "Quartiers résilients" relevant du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la mise en œuvre du N.P.R.U. sur les quartiers des Hauts de Rouen et de Grammont fait l'objet d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain portée par la Ville de Rouen en lien avec la Métropole Rouen Normandie, signée le 10 janvier 2020,
- le quartier des Hauts de Rouen a été retenu par l'A.N.R.U. dans le cadre de la démarche « quartiers résilients » et, qu'à ce titre, des financements complémentaires sont octroyées aux différents maîtres d'ouvrages concernés,
- certains financements accordés dans le cadre de « Quartiers résilients » doivent faire l'objet d'une contractualisation spécifique dans le cadre du programme P.I.A. A.N.R.U.+ avec comme opérateur la Caisse des dépôts et consignations.



- la Ville prévoit sa propre production en matière d'énergies renouvelables dans le quartier tout en s'inscrivant dans une réflexion globale et partagée avec la SEM ASER et Rouen Habitat en vue de la constitution d'une boucle énergétique locale

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve le projet de convention, concernant l'innovation dans le cadre de la démarche Quartiers résilients avec l'A.N.R.U. et la Caisse des dépôts et consignations
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer cette convention et tous les documents à intervenir pour sa mise en œuvre.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité.

22°/ Approbation du traité de concession d'aménagement "Châtelet-Lombardie" dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et désignation de la S.P.L. ROUEN NORMANDIE AMÉNAGEMENT en qualité de concessionnaire
Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant que :

- le projet Châtelet - Lombardie s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain des Hauts de Rouen,
- les enjeux et les objectifs du projet de renouvellement urbain sur ce secteur de la Ville,
- le projet urbain a fait l'objet d'une concertation préalable et a été approuvé à l'issue de l'enquête publique environnementale dans le cadre de la déclaration d'intérêt général du projet,
- les missions décrites au traité de concession d'aménagement peuvent être confiées à la S.P.L. R.N.A., habilitée à intervenir pour le compte de ses actionnaires dans le cadre de l'application des relations « in house » en vue de réaliser une opération d'aménagement et des d'équipements collectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- désigne la S.P.L. Rouen Normandie Aménagement concessionnaire du projet de renouvellement urbain Châtelet – Lombardie,
- 2.- approuve les termes du traité de concession d'aménagement avec la S.P.L. joint à la délibération, y compris l'annexe n° 3 correspondants au bilan financier et plan de trésorerie prévisionnel,
- 3.- désigne et habilite Mme Caroline DUTARTE à signer le traité de concession d'aménagement et les actes nécessaires à son exécution,
- 4.- fixe le montant de la participation de la Ville de Rouen à 9.288.986 € H.T.,
- 5.- autorise la vente par la Ville à la S.P.L. des études et travaux déjà réalisés dans le cadre de ce projet,
- 6.- précise que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 204, article 204182 du budget.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité.



23/ Acquisition d'un local commercial impasse de Carville

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la Ville de Rouen est propriétaire d'un ensemble immobilier à usage d'habitation adressé 49-49 bis, rue de Lecat à Rouen et constituant le lot de volume 2 de l'immeuble dont l'assiette est cadastrée en section KZ sous les numéros 79 et 80,
- le lot de volume 1 est constitué d'un local commercial en rez-de-chaussée, adressé 23, impasse de Carville, appartenant à M. Mohamed ID BAKRIM,
- l'ensemble de l'immeuble présente des désordres structurels, qui le rende inexploitable en l'état,
- dans ce contexte, la Ville de Rouen envisage de faire l'acquisition du local commercial, en vue de revendre ultérieurement l'ensemble immobilier complet à un porteur de projet, à charge pour l'acquéreur de procéder à la réhabilitation de la totalité du bien.
- l'acquisition interviendrait au prix de 85.000 € et que les frais d'acte notarié seraient pris en charge par la Ville de Rouen,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise l'acquisition par la Ville de Rouen d'un local commercial d'une superficie de 42 m² environ, situé 23, impasse de Carville à Rouen, correspondant au lot volume 1 de l'immeuble dont l'assiette est cadastrée en section KZ sous les numéros 79 et 80,
- 2.- précise que cette acquisition interviendra au prix de 85.000 €, les frais d'acte notarié étant à la charge de la Ville,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer l'acte à intervenir,
- 4.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 21, article 21328 du budget.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité.

24/ Signature d'un avenant n° 1 à la convention d'interventions avec l'E.P.F. de Normandie sur l'opération ' Site LIDL route de Darnétal

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- par délibération du conseil municipal du 6 février 2025, la Ville de Rouen a approuvé la signature d'une convention d'interventions concernant l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL » avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie (E.P.F. Normandie),
- ladite convention, signée le 5 mai 2025, vient se substituer, pour cette seule opération, au Programme d'Action Foncière (P.A.F.) précédemment intervenu entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,
- cette convention ne porte à ce stade que sur la maîtrise foncière (acquisition et portage) des biens inclus dans le périmètre d'intervention,
- l'élaboration du projet porté par la Ville de Rouen sur le « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL » requiert une phase d'études permettant de définir la faisabilité technique et financière de plusieurs scénarios,



ces études peuvent être réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'E.P.F. Normandie au titre de l'accompagnement proposé aux collectivités partenaires,

- une étude flash, dont le coût serait intégralement pris en charge par l'E.P.F. Normandie, permettrait, d'établir de premiers scénarii d'aménagement, en mobilisant un bureau d'études structure qui pourra, sur la base d'une analyse visuelle, travailler des hypothèses de réutilisation au moins partielle des bâtiments en présence,

- l'intégration de ce volet « Etude flash » dans la convention d'interventions doit être formalisée par la signature d'un avenant n° 1 à ladite convention,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve les termes de l'avenant n° 1 à la convention d'interventions, ci-annexé, à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant l'opération « SITE LIDL ROUTE DE DARNETAL »,

2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ledit avenant n° 1 à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,

M. le Maire indique que Mme EL KHILI et lui-même ne prennent part au vote.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité des votants.

25°/ Autorisation de rachat d'immeubles à l'Etablissement Public Foncier de Normandie par Rouen Habitat au titre du Programme d'Action Foncière

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- en application du Programme d'Action Foncière (P.A.F.) liant la Ville de Rouen à l'Etablissement Public Foncier de Normandie (E.P.F. Normandie), dans le cadre de l'opération « Pépinières », il apparaît nécessaire d'autoriser le rachat direct par l'O.P.H. Rouen Habitat, de la parcelle cadastrée HY n° 510, à Rouen,

- la valeur de rachat résulte de l'application des clauses du Programme d'Action Foncière de la Ville de Rouen,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise le rachat direct de la parcelle cadastrée HY n° 510, d'une contenance de 3.039 m², par l'O.P.H. ROUEN HABITAT auprès de l'E.P.F. Normandie, dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'ilot « Pépinières »,

2.- précise que la présente délibération modifie celles du Conseil Municipal du 11 février 2021 et du 15 mai 2023, en ce qu'elles autorisaient le rachat des emprises HY n° 420 et 422 à l'Etablissement Public Foncier de Normandie au titre du Programme d'Action Foncière par Rouen Habitat et la Métropole Rouen Normandie à l'achèvement des opérations de démolition réalisées par l'EPF Normandie initialement prévu sur l'exercice 2021, puis sur l'exercice 2023,

3.- précise que ce rachat par un tiers est sans incidence sur le budget municipal.

M. le Maire indique que Mme EL KHILI, Mme de CINTRE, M. BEREGOVY, M. de MONTCHALIN et lui-même ne prennent part au vote.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité des votants.



26/ Autorisation de signature du protocole d'accord sur les travaux de reprise des espaces publics de la venelle et de la placette Eileen GRAY - Luciline

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la Ville de Rouen est concédante du contrat de concession d'aménagement de la Z.A.C. Luciline confiée à R.N.A.,
- R.N.A. a réalisé les travaux d'aménagement de la placette et venelle Eileen Gray,
- l'opération « Terrasses Luciline » (Ilot J) menée par la S.C.I. ROUEN LUCILINE ILOT J a causé des dommages structurels aux espaces publics réalisés,
- l'Expert désigné par le tribunal judiciaire de Rouen a conclu à la prise en charge par cette S.C.I. des travaux de remise en état des espaces publics,
- Que le principe retenu entre les parties est le paiement du montant des travaux par cette S.C.I. à R.N.A. pour un montant de 189.749,90 € H.T. soit 227.699,88 € T.T.C.
- Que, en contrepartie, la Ville de Rouen autorise R.N.A. à percevoir la somme et à réaliser les travaux dans le cadre de la concession d'aménagement Luciline,
- Que, en outre, la Ville de Rouen renonce à toute action contentieuse au titre des faits relatés en exposé du protocole transactionnel ci-joint, objets du rapport d'expertise
- Que le protocole entre la S.C.I. ROUEN LUCILINE ILOT J la Ville de Rouen, R.N.A. et la Métropole mentionne le contexte, les engagements et les modalités de transactions pour solder le différend,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes du protocole transactionnel ci-joint à intervenir entre la SCI ROUEN LUCILINE ILOT J, R.N.A., la Ville de Rouen, et la Métropole Rouen Normandie,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ce protocole transactionnel entre la S.C.I. ROUEN LUCILINE, la Ville de Rouen, R.N.A. et Métropole Rouen Normandie.

La délibération votée à 17 h 31 est adoptée à l'unanimité.

FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

28/ Signature du renouvellement de la convention d'occupation à titre gratuit des locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le quartier Châtelet au profit des services de la Ville de Rouen

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- la Ville comme tant de communes en France a subi les conséquences des émeutes urbaines qui se sont déroulées au début de l'été 2023.



- l'immeuble situé place du Châtelet qui abritait plusieurs services municipaux (Mairie annexe, les unités de travailleurs sociaux et la maison de justice et du droit) a été incendié le 29 juin,

- les services de la ville ont été relocalisés dans les locaux de la C.P.A.M. depuis novembre 2023 dans l'attente de la construction de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C. Centralité Châtelet),

- la C.P.A.M. accepte, compte-tenu des missions de service public qui y sont proposées, de mettre à disposition gratuitement le site hors les frais de fluide qui seront acquittés par la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise la signature de la convention de mise à disposition gratuite par la C.P.A.M. au profit des services municipaux.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

29°/ Signature d'un accord de médiation avec un ancien agent de la Ville
Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- un ancien agent de la Ville de Rouen a introduit un recours devant le Tribunal administratif visant à contester la légalité de son contrat de travail et de son licenciement et à obtenir le versement d'une somme de près de 18.000 euros en réparation de ses préjudices,

- la Ville de Rouen a accepté le recours à la médiation dans ce litige,

- un entretien s'est déroulé le 27 janvier 2025 en présence des parties, de leur conseil respectif et du médiateur,

- une issue favorable, réglant définitivement le litige, a été trouvée à la suite de l'entretien,

- cette issue favorable doit se formaliser par la signature d'un protocole d'accord transactionnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve les termes du protocole transactionnel à intervenir,

2.- autorise M. le Maire ou l' élu délégué à signer ce protocole transactionnel et à procéder à son exécution,

3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 65888 (autres charges diverses de gestion courante) du budget.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

31°/ Autorisation d'abandonner une créance dans le cadre d'une annulation de titre
Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- l'annulation de certains titres de recettes requiert l'approbation du Conseil Municipal,

- la demande d'annulation du titre de recettes 1346 de 2025 est justifiée ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- accepte de renoncer au recouvrement du titre de recettes 1346 pour un montant de 33,90 €,



2.- précise que l'annulation sera imputée au chapitre 70 (produits des services du domaine et ventes diverses), article 70878 (remboursement de frais par des tiers) du budget 2025.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

33°/ Convention de mise à disposition du logement 31, rue de la cité Jardin au profit de l'association "Espoir Jeunes"

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la Ville de Rouen est propriétaire d'un ensemble immobilier à usage d'habitation adressé 49-49 bis, rue de Lecat à Rouen et constituant le lot de volume 2 de l'immeuble dont l'assiette est cadastrée en section KZ sous les numéros 79 et 80,
- le lot de volume 1 est constitué d'un local commercial en rez-de-chaussée, adressé 23, impasse de Carville, appartenant à M. Mohamed ID BAKRIM,
- l'ensemble de l'immeuble présente des désordres structurels, qui le rende inexploitable en l'état,
- dans ce contexte, la Ville de Rouen envisage de faire l'acquisition du local commercial, en vue de revendre ultérieurement l'ensemble immobilier complet à un porteur de projet, à charge pour l'acquéreur de procéder à la réhabilitation de la totalité du bien.
- l'acquisition interviendrait au prix de 85.000 € et que les frais d'acte notarié seraient pris en charge par la Ville de Rouen,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise l'acquisition par la Ville de Rouen d'un local commercial d'une superficie de 42 m² environ, situé 23, impasse de Carville à Rouen, correspondant au lot volume 1 de l'immeuble dont l'assiette est cadastrée en section KZ sous les numéros 79 et 80,
- 2.- précise que cette acquisition interviendra au prix de 85.000 €, les frais d'acte notarié étant à la charge de la Ville,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer l'acte à intervenir,
- 4.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 21, article 21328 du budget.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

35°/ Convention d'installation de gestion, d'entretien et de remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique avec l'opérateur ORANGE S.A.

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- le remplacement du réseau cuivre en fibre optique a été acté par ORANGE SA qui a défini un plan de fermeture en lien avec les autorités compétentes, dont l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques, des Postes et de la distribution de la presse (A.R.C.E.P.),
- la Ville de Rouen est le propriétaire/gestionnaire de nombreux bâtiments au sein de la Ville de Rouen,



Il convient d'autoriser ORANGE S.A. à intervenir au sein des bâtiments de la Ville pour réaliser l'installation, l'entretien et le remplacement des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique via une convention de gestion qui en définit les modalités.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- accepte les termes de la convention-type avec l'opérateur ORANGE S.A., pour une durée de 25 ans pour les sites propriétés Ville de Rouen susceptibles d'être concernés par ce remplacement de réseau.
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention-type qui sera proposée pour chaque bâtiment identifié.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

36°/ Rapport des administrateurs de la Ville de Rouen au sein de la Société Publique Locale Rouen Normandie Aménagement au titre de l'année 2024
Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant que :

- la Société Publique Locale Rouen Normandie Aménagement a été créée le 20 septembre 2010 pour une durée de 99 ans,
- conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal doit se prononcer, après débat, sur le rapport écrit qui lui est soumis au moins une fois par an par ses représentants au Conseil d'Administration ou au Conseil de Surveillance,
- qu'un débat a été ouvert ce jour sur la base du rapport joint.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le rapport 2024 présenté par le représentant de la Ville de Rouen au Conseil d'Administration de la S.P.L. Rouen Normandie Aménagement, ci-joint en annexe.

M. le Maire indique que Mme El KHILI, M. MARCHANI et lui-même ne prennent part au vote.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité des votants.

37°/ Rapport des administrateurs de la Ville de Rouen au sein de la Société d'Economie Mixte S.E.M.R.I. METROPOLE ROUEN au titre de l'année 2024
Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant que :

- la S.E.M.R.I. Métropole Rouen a été créée le 18 mars 2013 pour une durée de 99 ans,
- conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal doit se prononcer, après-débat, sur le rapport écrit qui lui est soumis au moins une fois par an par ses représentants au Conseil d'Administration ou au Conseil de Surveillance,
- un débat a été ouvert ce jour sur la base du rapport joint.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le rapport 2024 présenté par le représentant de la Ville de Rouen au Conseil d'Administration de la S.E.M.R.I. Métropole Rouen, ci-joint en annexe.

M. le Maire indique que Mme El KHILI, M. SOW et lui-même ne prennent part au vote.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité des votants.

38°/ Convention entre la commune de Rouen et le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pour la mise à disposition d'un terrain situé Boulevard Gambetta

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la Ville de Rouen met à disposition du S.D.I.S.76 depuis 2006 un terrain situé le long du boulevard Gambetta, contigu au centre de secours Rouen Gambetta, cadastré en section LZ sous le numéro 2 afin de répondre aux besoins en stationnement rencontrés par son personnel,
- la mise à disposition actuelle de ce terrain fait l'objet d'une convention entre la Ville de Rouen et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime (S.D.I.S.76) qui prend fin en novembre 2025,
- il convient en conséquence de procéder à la signature d'une nouvelle convention d'occupation entre la Ville de Rouen et le SDIS 76 précisant les conditions de cette mise à disposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire à signer la convention de mise à disposition au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime (S.D.I.S.76) à titre gratuit du terrain situé boulevard Gambetta pour une durée de 3 ans renouvelable une fois par tacite reconduction.

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

42°/ Avenant n° 2 à la convention de gestion des espaces verts, des abords et des terrains sportifs du stade Robert Diochon

Rapporteur : Mme Sarah VAUZELLE

Considérant que :

- la Métropole Rouen Normandie puis la Régie des équipements sportifs a confié à la Ville de Rouen le gardiennage, la gestion, l'entretien et la maintenance du Stade Robert Diochon au travers de conventions successives depuis 2015,
- les deux dernières saisons du championnat des clubs FC Rouen et Quevilly-Rouen Métropole (Q.R.M.) ont mis en évidence une sur utilisation des infrastructures de l'enceinte Diochon et la nécessité de trouver un terrain d'entraînement supplémentaire.
- le terrain de la société Masselin proche du site de Diochon, déjà utilisé par les clubs par le passé, est apparu comme une solution transitoire pour améliorer la situation des entraînements.
- il convient d'intégrer dans le périmètre de la convention d'entretien de Diochon, le terrain Masselin situé rue Roger Bonnet au Petit-Quevilly.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer le présent avenant n° 2 à la convention de gestion des espaces verts des terrains et des abords du stade Diochon,
- 2.- précise que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 011 (charges à caractère général), article 60632 (fournitures de petits équipements) et les recettes au chapitre 70 (produits des services du domaine et ventes diverses), article 70876 (remboursement de frais par le GFP de rattachement du budget).

La délibération votée à 17 h 32 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire précise que la prochaine séance du Conseil Municipal aura lieu le jeudi 20 novembre 2025 à 14 h.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 17 h 33.

Le Maire de Rouen,



Mme, M. le secrétaire de séance,

076-217605401-20251202-pv-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/12/2025
Publication : 04/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

